



PREFET
DE L'AVEYRON

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

ARRÊTÉ n° 2021-02-15-006 du 15 FEV. 2021

Objet : mise en demeure de RODEZ AGGLOMERATION
de respecter les prescriptions applicables aux activités de collecte
de déchets dangereux et non dangereux

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation N° 2000-02079 délivré le 31 octobre 2000 à la communauté d'agglomération du Grand Rodez pour l'exploitation d'une déchetterie située lieu-dit « Les Moutiers » sur la commune de Rodez ;
- VU** le récépissé d'antériorité N° 14569 délivré le 17 janvier 2013 à la communauté d'agglomération du Grand Rodez, dont les services sont situés 1 place Adrien Rozier à Rodez (12000), pour l'exploitation de la déchetterie sise lieu-dit « Les Moutiers » sur la commune de Rodez, concernant notamment les rubriques 2710-1 et 2710-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé qui dispose :
- Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie**
- L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :*
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...] A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m3/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage [...]
- VU** l'article 27-I de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé qui dispose :
- Prévention des chutes et collisions**
- Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets:*
- I. — Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. [...]

VU l'article 29-IV de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé qui dispose :

Stockage rétention

IV. — Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...]

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 17 décembre 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 5 janvier 2021 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 2 novembre 2020 l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'absence ponctuelle de dispositif anti-chute suffisant au niveau des quais supérieurs de déchargement, à destination des usagers ;
- l'absence d'un dispositif de stockage des eaux d'incendie ;
- l'inadaptation du réseau incendie interne à l'exploitation ainsi que l'absence d'un réseau incendie ou d'une réserve d'eau spécifiques ne permettent pas une intervention autonome des pompiers ;

CONSIDÉRANT le mauvais entretien du réseau incendie interne d'une part, et le diamètre de son raccord de 40 mm inadapté aux raccords incendie conventionnels de diamètre 100 ou 150 mm d'autre part ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 21, 27 et 29 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure RODEZ AGGLOMERATION afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

- A R R E T E -

Article 1^{er} : RODEZ AGGLOMERATION, exploitant une déchetterie située lieu-dit « Les Moutiers » sur la commune de Rodez, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

- article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé, en dotant son installation de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur ;
- article 29 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé, en mettant en place un dispositif permettant le confinement des eaux d'extinction incendie.

Article 2 : RODEZ AGGLOMERATION, exploitant une déchetterie située lieu-dit « Les Moutiers » sur la commune de Rodez, est mise en demeure de respecter la disposition de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, en équipant les quais de déchargement d'un dispositif anti-chute afin de prévenir la chute de tout usager.

Article 3 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais prévus par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Toulouse, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 5 : Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à la RODEZ AGGLOMERATION et adressé au maire de la commune de RODEZ.

Fait à Rodez, le **15 FEV. 2021**

Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale



Michèle LUGRAND